

LA CHAMBRE DES COMMUNES

ON VEUT QUE DES SIÈGES SOIENT RÉSERVÉS AUX
ÉTUDIANTS DANS LA TRIBUNE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Je me demande si je pourrais poser une question à Votre Honneur. Étant donné que de nombreux groupes d'étudiants visitent actuellement la Chambre et que ces visites vont continuer durant les prochaines semaines, je me demande si Votre Honneur ne voudrait pas voir à ce que les plans indiquant la disposition des sièges réservés aux visiteurs soient mis à leur disposition.

M. l'Orateur: Il sera pris note de la proposition du député. Je ne peux pas l'accepter comme question.

(Texte)

ÉVÈNEMENT SOCIAL À LA SALLE DU COMITÉ
DES CHEMINS DE FER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Azellus Denis (Saint-Denis): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Ma femme a été invitée à une parade de modes qui aura lieu à la salle du comité des chemins de fer sous les auspices des épouses des députés conservateurs et, entre autres de M^{mes} W. M. Hamilton et Noël Dorion.

L'honorable ministre pourrait-il nous dire si cet événement social fait partie du programme énoncé par l'honorable ministre associé de la Défense nationale (M. Sévigny) à l'effet que du pain et des jeux, des bals et des parades de modes sont ce qu'il faut pour donner de la popularité au parti conservateur?

M. Pigeon: Cette question est ridicule!

(Traduction)

M. l'Orateur: A l'ordre! Je crois que le député aborde un sujet qui ne relève d'aucun ministère de la Couronne ni d'aucun député.

L'IMMIGRATION

LE NOMBRE D'IMMIGRANTS BRITANNIQUES
AURAIT DIMINUÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. W. Pickersgill (Bonavista-Twillingate): Monsieur l'Orateur, je me demande si je puis demander au secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration s'il peut expliquer que l'immigration, en provenance de la Grande-Bretagne, vienne maintenant au troisième rang dans notre pays.

[L'hon. M. Harkness.]

M. John Charlton (secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, c'est là une affirmation du député de Bonavista-Twillingate. Je ne sais si elle est exacte. Je vérifierai.

L'hon. M. Pickersgill: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le député a-t-il vu la déclaration publiée par le ministère à ce sujet?

L'HABITATION

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE
LOGEMENT—RECRUTEMENT DE PERSONNEL
AU ROYAUME-UNI

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. D. J. Walker (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, le 10 mai, le député de Vancouver-Est a mentionné une annonce publiée dans certains journaux de Londres (Angleterre), afin de recruter du personnel pour la Société centrale d'hypothèques et de logement. L'annonce demandait aux urbanistes de faire des demandes d'emploi à la Société.

Avant d'aller chercher des candidats en dehors du Canada, la Société a tâché, en vain, de les obtenir ici même, d'abord par l'intermédiaire du Service national de placement, puis en faisant mettre des annonces d'abord dans les journaux professionnels, et ensuite dans les journaux des grandes villes. La demande relative aux services de ces urbanistes figurait depuis 1959 dans les dossiers du Service national de placement. Cependant il y a eu peu de réponses.

Nous avons enfin obtenu l'autorisation du Service national de l'emploi de recruter, au Royaume-Uni et en Europe, un nombre limité d'urbanistes qui auraient les aptitudes voulues pour le service difficile dont il s'agit.

M. J. R. Garland (Nipissing): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire? Est-ce l'habitude ou une nécessité de payer, comme l'indique cette annonce, le passage de ces personnes et de leur famille, quand on les amène au Canada pour y remplir des postes de caractère professionnel comportant un bon revenu?

L'hon. M. Walker: Je serai heureux d'accepter cette question comme préavis. Je croyais que le député de Nipissing allait me demander quelles étaient les dernières mises en chantier et les chiffres pertinents, ainsi que le nombre des demandes de prêts.

M. Garland: Je remercie le ministre d'avoir répondu avec hauteur, comme toujours. Toutefois, je me demande si, considérant ma question comme préavis, il nous dira également combien de fonctionnaires canadiens se